

Face à la circulation sur les réseaux sociaux de documents frontaliers dont l'authenticité est sérieusement mise en doute, et à la montée des tensions à la frontière entre la Guinée et le Libéria, PEVITECH SARLU apporte une contribution technique et citoyenne — en soutien à notre Général Président, à nos Forces Armées, et dans un appel sincère à la fraternité entre peuples liés par le sang et l'histoire.

Par PEVITECH SARLU

Conakry, Guinée — Mars 2026

Tribune citoyenne et technique



Situation au 12 mars 2026 : suite à une confrontation évitée de justesse au quai de Kiéssènèye, le gouvernement libérien a déployé des unités des Forces Armées du Libéria (AFL) dans le comté de Lofa. Le calme est revenu après des échanges entre les autorités de Guéckédou (Guinée) et de Foya (Libéria), mais la situation reste fragile.

Des documents suspects qui circulent sur les réseaux sociaux

Depuis plusieurs jours, des croquis cartographiques et des textes prétendant délimiter la frontière entre la Guinée et le Libéria circulent activement sur les réseaux sociaux. Au regard de la sensibilité extrême de la situation dans la zone des trois frontières — Guinée, Sierra Leone, Libéria — il est du devoir de tout citoyen responsable de rappeler une vérité fondamentale : un différend frontalier ne peut être tranché que par des documents coloniaux authentiques, exploités par des experts qualifiés — géographes, cartographes, juristes, archivistes et hydrologues.

Les archives coloniales constituent la seule base juridique et technique reconnue par le droit international pour établir les tracés frontaliers en Afrique. Ces documents — traités bilatéraux signés entre puissances coloniales, cartes d'état-major, procès-verbaux d'abornement, relevés hydrographiques — dorment dans les archives nationales de Conakry, de Monrovia, de Freetown, ainsi que dans les fonds des archives nationales françaises et britanniques à Paris et Londres. C'est vers ces sources, et vers ces sources seulement, que doivent se tourner les gouvernements et les experts mandatés pour résoudre ce type de question.

Les sources de référence pour tout différend frontalier en Afrique de l'Ouest

Les traités et conventions coloniaux signés entre la France et la Grande-Bretagne délimitant leurs territoires respectifs en Afrique occidentale — documents authentifiés, enregistrés et archivés.

Les cartes d'état-major coloniales établies par les services géographiques militaires français et britanniques, seules références cartographiques reconnues pour la délimitation.

Les procès-verbaux d'abornement — documents décrivant pas à pas, point par point, la pose de bornes physiques sur le terrain par des commissions mixtes.

Les relevés hydrographiques identifiant avec précision les cours d'eau servant de frontières naturelles — fleuves, rivières, lignes de partage des eaux.

Les archives diplomatiques post-indépendance des États concernés, notamment les accords de continuité frontalière souscrits au lendemain des indépendances dans le cadre de l'Union Africaine et de l'OUA.

Rappel : en des pareilles situations, il est impératif de se référer aux autorités compétentes pour des informations fiables et authentifiées. Les documents non officiels qui circulent sur les réseaux sociaux, aussi convaincants qu'ils puissent paraître, ne constituent en aucun cas une base valide pour établir ou contester un tracé frontalier. PEVITECH SARLU appelle chaque citoyen à la vigilance et à ne relayer que des informations vérifiées.

La Guinée et ses voisins : une histoire de solidarité, jamais d'agression

Pour comprendre la nature des relations entre la Guinée et ses voisins, il faut rappeler les faits de l'histoire — une histoire que les jeunes générations ne doivent pas ignorer, et que les tensions du moment ne doivent pas effacer de la mémoire collective.

La Guinée a toujours été, depuis son indépendance proclamée le 2 octobre 1958, un pays de solidarité et de refuge pour ses voisins en difficulté. Lorsque le Libéria et la Sierra Leone ont été plongés dans des guerres civiles dévastatrices dans les années 1990, c'est la Guinée qui a ouvert ses portes. Des centaines de milliers de réfugiés libériens et sierra-léonais ont été accueillis sur le sol guinéen, nourris, hébergés, protégés — alors même que la Guinée faisait face à ses propres défis internes. La région de Guéckédou, précisément au cœur de la zone frontalière aujourd'hui tendue, a été l'un des principaux territoires d'accueil de ces populations en détresse.

Mieux encore, la Guinée a activement soutenu les luttes pour l'indépendance sur le continent africain, offrant refuge, soutien politique et logistique à des mouvements de libération à une époque où la solidarité africaine n'était pas un slogan mais un engagement concret. Le Président Sékou Touré avait fait de Conakry un carrefour de la résistance panafricaine.

Lorsque des attaques rebelles ont menacé les frontières guinéennes dans les années 2000 — avec des incursions armées depuis le Libéria et la Sierra Leone en proie à leurs propres conflits — la Guinée a défendu son territoire avec courage, sans jamais franchir la ligne de l'agression envers les États voisins eux-mêmes. Elle a distingué, avec lucidité, les groupes armés non étatiques des peuples et gouvernements frères.

La Guinée n'a jamais attaqué l'un de ses voisins. Cette constance n'est pas la marque de la peur — c'est la marque d'une nation qui croit en la fraternité africaine, en la résolution pacifique des différends, et en la valeur inestimable d'une collaboration franche et durable entre États partageant le même destin géographique et humain.

— PEVITECH SARLU, tribune citoyenne, mars 2026

Les populations qui vivent de part et d'autre de la frontière entre la Guinée et le Libéria sont, pour beaucoup, issues des mêmes familles, des mêmes ethnies, des mêmes villages historiques que le tracé colonial a simplement coupé en deux. Les Kissi, les Toma, les Mano ne voient pas de frontière quand ils se regardent — ils voient des cousins, des oncles, des épouses. C'est cette réalité humaine profonde que toute escalade militaire ou rhétorique viendrait blesser en premier.

La méthode rigoureuse : technique, diplomatique, humaine

Un différend territorial entre États souverains ne peut être résolu ni par des documents circulant sur WhatsApp, ni par la pression populaire ou la confrontation physique. Il existe une méthode éprouvée, respectueuse du droit international et de la dignité des peuples concernés.

S'appuyer sur les textes administratifs et juridiques coloniaux authentiques, les cartes historiques certifiées, et les expertises de géographes, cartographes, juristes, archivistes et hydrologues.

2

Diplomatique

Engager un rapprochement structuré entre les États concernés — Guinée, Libéria, Sierra Leone — par les canaux officiels, bilatéraux et régionaux (CEDEAO, UA).

3

Social & Humain

Apaiser les communautés frontalières, qui partagent souvent les mêmes origines ethniques, les mêmes liens familiaux et les mêmes intérêts économiques de part et d'autre de la ligne.

Les frontières ne doivent pas être des barrières — elles doivent être des passerelles. C'est dans cet esprit que tout règlement durable doit être pensé et conduit.

La position de PEVITECH SARLU : derrière notre Général Président et nos Forces Armées

En tant qu'entreprise guinéenne engagée dans le développement technologique et humanitaire de notre pays, PEVITECH SARLU tient à exprimer clairement et sans ambiguïté sa position dans ce moment de tension.

Nous nous tenons résolument derrière notre Général Président et derrière notre vaillante armée. La souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Guinée sont des causes que nous défendons de tout cœur. Nous faisons confiance aux autorités compétentes pour gérer cette situation avec la rigueur, la sagesse et la fermeté qu'elle requiert.

— PEVITECH SARLU, Conakry, mars 2026

Dans le même temps, nous prions sincèrement pour que cette tension ne conduise pas à une instabilité durable entre pays frères. Depuis

l'indépendance, en dépit de toutes les considérations politiques, ce sont les mêmes populations — issues des mêmes origines, parlant souvent les mêmes langues, liées par les mêmes liens familiaux — qui se partagent ces frontières. Ce sont eux, les premiers, qui souffrent quand la paix vacille.

Préserver les acquis d'un pays en marche

Notre Général Président a posé des bases solides pour le développement économique de la Guinée. Ces fondations — construites avec effort, avec méthode, avec la volonté de sortir la Guinée de décennies de retard — sont précieuses et fragiles à la fois. Elles ne peuvent s'épanouir que dans un environnement de paix et de stabilité.

La Guinée ne peut pas se permettre un conflit frontalier qui déstabiliserait ses régions productrices, détournerait ses ressources, et découragerait les investisseurs nationaux et étrangers que le pays a commencé à attirer. Tout ce qui a été construit — les infrastructures, les réformes, la confiance progressive des partenaires économiques — serait menacé.

Nous voulons que la Guinée sorte de tout compromis contraire à ses intérêts, et que nous puissions continuer ensemble sur le chemin du développement. La paix avec nos voisins n'est pas une faiblesse — c'est la condition première de notre prospérité commune.

— PEVITECH SARLU

Nous appelons donc tous les acteurs — politiques, militaires, communautaires, médiatiques — à la responsabilité. À ne pas instrumentaliser un différend frontalier à des fins qui ne servent ni la Guinée ni le Libéria. À laisser la voie libre aux experts, aux diplomates et aux sages pour apporter une solution juste, durable et respectueuse des deux peuples.

Notre appel à toutes les parties

PEVITECH SARLU, depuis Conakry, adresse un appel respectueux et sincère :

✓

Aux citoyens

Ne partagez pas de documents non vérifiés sur les réseaux sociaux. Un croquis douteux peut coûter des vies. Référez-vous aux autorités officielles.

✓

Aux médias

Vérifiez vos sources avant de publier. En période de tension, une information fausse peut embraser une situation que des semaines de diplomatie auront peiné à stabiliser.

✓

Aux communautés

Rappelez-vous que vos voisins de l'autre côté de la frontière sont vos frères. Vos marchés, vos mariages, vos langues partagées sont plus forts que tout tracé sur une carte.

La Convention de 1907 entre la France et le Liberia fixait la frontière entre la Guinée française et le Liberia, en partant du tripoint avec la Sierra Leone et en suivant la rive gauche du fleuve Makona. C'est un exemple typique de délimitation coloniale où les puissances européennes et les États africains indépendants comme le Liberia cherchaient à stabiliser leurs territoires.

La carte de la Commission de 1911 vient compléter ce texte en matérialisant la frontière sur le terrain, avec des bornes, des sentiers et une échelle précise (1:100.000). On voit bien comment le travail cartographique servait à donner une réalité concrète aux accords diplomatiques, en inscrivant la frontière dans l'espace géographique et en la rendant traçable pour les populations locales et les administrations.

Ce genre de document est précieux pour comprendre :

- 📖 La logique coloniale : fixer des frontières souvent sans tenir compte des réalités ethniques ou sociales locales.
- 📜 Le rôle du Liberia : État indépendant, il devait négocier directement avec les puissances coloniales pour préserver son territoire.
- ⚖️ La valeur juridique et historique : ces conventions sont encore des références dans les discussions frontalières modernes.

🌐 Aspect historico-politique

La frontière fixée en 1907 et matérialisée en 1911 illustre plusieurs enjeux :

- Colonialisme français : La France cherchait à sécuriser ses possessions en Guinée face à un voisin indépendant, le Liberia.
- Position du Liberia : État souverain fondé par des Afro-Américains affranchis, il devait constamment défendre son territoire contre les ambitions coloniales européennes.
- Diplomatie régionale : La Sierra Leone (britannique), la Guinée (française) et le Liberia (indépendant) formaient un tripoint stratégique. Les accords visaient à éviter des conflits ouverts entre puissances.

Aspect géographique et social

- Communautés locales : Les populations vivant le long du fleuve Makona (Kissi, Toma, etc.) ont vu leurs terres divisées par une frontière tracée sans tenir compte de leurs liens culturels et familiaux.
- Mobilité entravée : Les échanges traditionnels (commerce, mariages, rites) ont été compliqués par la présence de bornes et de contrôles.
- Héritage actuel : Cette frontière reste une ligne officielle entre la Guinée et le Liberia, mais dans la pratique, les communautés continuent de vivre de part et d'autre avec des interactions quotidiennes.

👉 En résumé, cette frontière est le produit d'une logique coloniale et diplomatique, mais elle a eu des conséquences durables sur les sociétés locales, qui ont dû s'adapter à une division imposée de l'extérieur.

PEVITECH SARLU, Conakry, 16 mars 2026